

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

Périgny, le 27/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **INITIATIVES DECORATION**

20 av André Dulin  
BP 30027  
17300 Rochefort

Références : 0007206019/2026-202

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement INITIATIVES DÉCORATION implanté 20 AVENUE ANDRE DULIN ZI DES SOEURS 17300 Rochefort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'objectif de la visite était de faire le point sur les suites données à la précédente inspection, de vérifier le respect des dispositions relatives à la mise en oeuvre du plan de modernisation des installations industrielles et au respect des dispositions applicables aux appareils à pression.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INITIATIVES DÉCORATION
- 20 AVENUE ANDRE DULIN ZI DES SOEURS 17300 Rochefort
- Code AIOT : 0007206019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Initiatives Décoration exploite des installations de fabrication de peintures, de stockage de solides inflammables et de stockage de liquides inflammables en vrac et en récipients mobiles. Les installations relèvent du régime de l'autorisation.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action Régionale n°10 – plan de modernisation des installations industrielles
- Équipement sous pression

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 10/06/2022, article 2	/	Demande d'action corrective	
3	scenario récipièntes mobiles	Arrêté Ministériel du 08/02/2022	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
4	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	
5	Déclaration d'accident	Arrêté Préfectoral du 16/08/2004, article 2.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	
19	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Demande d'action corrective	1 mois
22	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
24	Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 16/08/2004, article 9.3	Susceptible de suites	Sans objet
6	Situation et	Code de	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	conformité aux seuils réglementaires - liquides inflammables	l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9		
7	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 16/08/2004, article 10.7	Susceptible de suites	Sans objet
8	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1	/	Sans objet
9	2) Recensement des réservoirs soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	/	Sans objet
10	3) Examen d'un dossier de réservoir	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28	/	Sans objet
11	4) Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	/	Sans objet
12	5) Modalités de suivi des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	/	Sans objet
13	6) Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	/	Sans objet
14	7) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	/	Sans objet
15	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	/	Sans objet
16	2) Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	/	Sans objet
17	5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	/	Sans objet
18	7) Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	/	Sans objet
20	Caractéristiques	Arrêté Ministériel	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	des équipements	du 20/11/2017, article 1		
21	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	Sans objet
23	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	/	Sans objet
25	Contrôle de la plaque d'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	/	Sans objet
26	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 20/11/2017, article R. 557-14-2	/	Sans objet
27	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	/	Sans objet
28	Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des évolutions sont intervenues au sein du site sur la typologie des produits utilisés et leur quantité stockée. Ainsi, l'exploitant doit porter à la connaissance du Préfet les modifications survenues afin de mettre à jour la situation administrative du site qui relèverait du régime de l'enregistrement. Le stockage de liquides inflammables serait déclassé au régime de la déclaration.

Ces modifications auront des conséquences sur les moyens de lutte contre l'incendie à mettre en place sur les stockages de liquides inflammables et sur la continuité du suivi des réservoirs et des cuvettes de rétention au titre du plan de modernisation des installations.

Enfin, il est attendu de la part de l'exploitant la réalisation des requalifications périodiques de deux appareils à pression.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/06/2022, article 2

**Thème(s) :** Situation administrative, Situation administrative

**Prescription contrôlée :**

Le tableau de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 26 mars 2012 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Régime	Libellée de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et volume autorisé
1450-1	A	Solides inflammables (stockage ou emploi). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1) supérieure ou égale à 1 t	1,3 t de nitrocellulose stabilisée et plastifiée
1510-2c	DC	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : <b>2.</b> Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : c) Supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup> Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.	630 t d'emballages, matières premières et produits finis soit 40 000 m <sup>3</sup>
2515-1a	E	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de	La puissance des mélangeurs étant de 500 kW.

		l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	
2630-b	D	Détergents et savons (fabrication de ou à base de) : La capacité de production étant : b) Supérieure ou égale à 1 t/ j mais inférieure ou égale à 50 t/ j	10 t/j
2662	NC	Polymères (Matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510.  Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Stockage de 2 x 45 m <sup>3</sup> de résine soit au total 90 m <sup>3</sup>
2640-b	D	Colorants et pigments organiques, minéraux et naturels (fabrication industrielle, emploi de) à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410. La quantité de matière fabriquée ou utilisée étant : b. Supérieure ou égale à 200 kg/j, mais inférieure à 2 t/j	Emploi. : 1 tonne/jour
2910-A2	DC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique	2 chaudières au gaz naturel :  chaudière ateliers : 1 850 kW  chaudière bureaux : 70 kW  Soit au total : 1 920 kW

		<p>nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	
2925	NC	<p>Accumulateurs (ateliers de charge d')</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération <sup>(1)</sup> étant supérieure à 50 kW</p> <p><sup>(1)</sup> Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers</p>	Puissance maximale : 35 kW
4130-2	NC	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	0,5 tonne
4140-2	NC	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	0,5 tonne
4320-2	D	<p>Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 150 t.</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t</p>	15 t dans 30 t d'aérosols



4331-2	E	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1.000 t	224 tonnes
--------	---	---	------------

#### Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un tableau de mise à jour du classement au sein des rubriques. Ainsi :

- la nitrocellulose n'est plus présente sur le site. Les installations ne relèvent plus de la rubrique 1450 précédemment soumis à autorisation,
- les quantités de savon diminuent de 10 tonnes/jour à 300 kg/jour. Les installations ne relèvent plus de la rubrique 2630,
- l'emploi de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels relevant de la rubrique 2640 a diminué d'une tonne à 300 kg/jour. Les installations restent au régime de la déclaration
- la quantité de liquides inflammables relevant de la rubrique 4331 est inférieure à 100 tonnes, l'exploitant souhaite que les installations relèvent uniquement du régime de la déclaration avec contrôle périodique.

À noter que le white spirit doit être réintégré dans la rubrique 4331 au regard de sa mention de dangers H226 (il ne relève pas de la rubrique 4734 comme indiqué dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juin 2022). Enfin, l'essence de térébenthine relève de la rubrique 4511 de la nomenclature et non de la rubrique 4734 comme mentionné dans l'arrêté complémentaire.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ L'exploitant doit informer M. le Préfet des modifications de la situation administrative du site. Il doit informer de la cessation d'activité pour les rubriques 1450 et 2630 et réaliser les démarches en application de l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement. La cessation d'activité de la rubrique 1450 est soumise à l'obligation de faire attester de la mise en œuvre de la mise en sécurité par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

→ Les modifications souhaitées par l'exploitant induisent un déclassement du site au régime de l'enregistrement. Dans son courrier d'information au Préfet, il indique les règles de procédures qu'il souhaite voir appliquer à son site : les règles du régime de l'autorisation ou les règles du régime de l'enregistrement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**N° 2 : Poteaux incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/08/2004, article 9.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, poteaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/07/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Constat établi lors de l'inspection du 10 juillet 2023 : L'exploitant a présenté le rapport Chronofeu du 29 mai 2023. Les débits simultanés ont été mesurés sur les poteaux incendie « entrée réception » (n°17299.0338) et « sortie camion » (n°17299.0336). Les résultats sont respectivement de 47 m<sup>3</sup>/h et de 36 m<sup>3</sup>/h soit très nettement inférieur au débit de 60 m<sup>3</sup>/h. → Le rapport Chronofeu ainsi que la correspondance avec la numérotation des poteaux présente sur la plateforme Hydraclis est à transmettre au SDIS à l'adresse suivante : deci@sdis17.fr</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis les informations demandées au SDIS par courriel du 26 juillet 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : scenario récipients mobiles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/02/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, scenario récipients mobiles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/07/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Constat établi lors de l'inspection du 10 juillet 2023 : Un nouveau directeur général prendra ses fonctions au 1er septembre 2023. La stratégie liée à la présence de liquides inflammables (quantité, lieu de stockage ...) sera élaborée en concertation avec le nouveau directeur général. Les matières premières inflammables actuellement stockés en bâtiment pourraient être entreposées au sein du parc à fûts. Ainsi, ce point est conservé et mis en "susceptible de suites" afin de pouvoir le suivre lors des prochaines visites d'inspection. → L'exploitant a choisi d'appliquer les dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel pour les récipients mobiles de stockage de liquides inflammables. Ainsi, l'exploitant doit élaborer, avant le 1er janvier 2026, une stratégie de lutte contre l'incendie pour un feu de récipients mobiles de liquides inflammables en stockage couvert et un feu d'engin de transport. Actuellement, l'exploitant dispose d'extincteurs et de RIA dans les bâtiments. Aucun dispositif de lutte contre l'incendie n'existe dans le parc à fûts. L'inspecteur a rappelé à l'exploitant qu'une anticipation était nécessaire afin de réaliser les travaux et aménagements nécessaires pour respecter l'échéance du 1er janvier 2026.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas élaboré de stratégie de lutte contre l'incendie pour un feu de récipients mobiles de liquides inflammables en stockage couvert et un feu d'engin de transport car il souhaite déclasser ses stockages de liquides inflammables au régime de la déclaration au titre de la rubrique 4331.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant prend connaissance de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 applicable au régime de la déclaration. Il se positionne sur la conformité de ses installations aux dispositions de protection contre l'incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

#### N° 4 : État des stocks

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/07/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Constat établi lors de l'inspection du 10 juillet 2023 : L'exploitant a présenté le logiciel développé pour établir l'état des stocks. Ce dernier est généré tous les soirs. Pour chaque produit, le lieu de stockage (bâtiment et emplacement dans les racks), les mentions de dangers et la rubrique de la nomenclature sont identifiés. L'exploitant a la possibilité d'exporter les données sur un fichier excel et de les filtrer afin d'obtenir les produits présents dans un lieu de stockage. L'inspecteur a demandé en séance à connaître la quantité de liquides inflammables présente dans le bâtiment B de stockage des matières premières. Le résultat est 4,074 tonnes. L'inspecteur s'est ensuite intéressé aux rubriques de classement des produits identifiées dans l'état des stocks : l'acide oxalique (420 kg dans l'état des stocks) est classé dans la rubrique 4140. L'état des stocks mentionne une mention de dangers H301. Or, les mentions de dangers de ce produit dans les fiches de données sécurité sont H302 et H312. La rubrique de classement indiquée dans l'état des stocks est erronée. L'exploitant a précisé avoir entamé un travail de vérification de cohérence entre les données des fiches de données sécurité, de l'ERP et du logiciel MD service car les mentions de dangers des matières premières sont saisies manuellement dans l'ERP.</p> <p>Par ailleurs, il apparaît dans l'état des stocks que le white spirit, l'essence F et l'essence de térébenthine sont classés respectivement dans les rubriques 4330, 4511 et 4331. Or, ces produits relèvent d'une rubrique nommément désignée, la rubrique 4734. L'exploitant a réattribué en séance la correcte rubrique à ces produits. Il doit, en complément, mettre à jour la règle du cumul intégrée dans son état des stocks.</p> <p>→ L'exploitant doit s'attacher à disposer dans son état des stocks d'informations fiables relative à</p>

la rubrique de classement et aux mentions de dangers. L'état des stocks fait mention des rubriques suivantes :

- 4150 (2 tonnes) : cette rubrique n'apparaît pas dans l'arrêté mais les quantités restent inférieures au seuil de la déclaration,
- 4320 (4,669 tonnes) : cette quantité est en adéquation avec le tonnage déclaré dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juin 2022,
- 4411 (29,58 kg) : c'est un résidu de produit qui est désormais arrêté,
- 4441 (542 kg) : cette rubrique n'apparaît pas dans l'arrêté mais les quantités restent inférieures au seuil de la déclaration,
- 4510 (3,898 tonnes) : cette quantité est en adéquation avec le tonnage déclaré dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juin 2022,
- 4511 (1,643 tonnes) : cette quantité est en adéquation avec le tonnage déclaré dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juin 2022.

L'hypochlorite de sodium est classé dans la rubrique 4741 dans l'arrêté préfectoral complémentaire. Dans l'état des stocks, ce produit a les mentions de dangers H271, H290, H302, H318, H400, H412 et H373. Il contient 25 % de chlore et est identifié comme relevant de la rubrique 4441.

→ L'exploitant vérifie le classement de l'hypochlorite de sodium dans la nomenclature ICPE.

→ Comme indiqué lors de la dernière visite d'inspection, un plan de masse des installations doit être adossé à l'état des stocks afin de faire un lien entre le code de l'emplacement et le positionnement sur site.

→ Afin de faciliter la génération de l'état des stocks synthétique à destination du grand public, l'exploitant doit disposer d'une consigne explicative facilitant son établissement et d'un modèle préétabli.

### **Constats :**

L'exploitant a confirmé qu'au regard des mentions de dangers et du pourcentage de chlore (supérieur à 25%), l'hypochlorite de sodium est classé au sein de la rubrique 4441 de la nomenclature.

L'exploitant a présenté un plan de masse indiquant les zones de stockage : BA/BB/BC/parc à fûts et parc à solvants. Ces zones sont référencées dans l'état des stocks.

Afin de faciliter la génération de l'état des stocks synthétique à destination du grand public, l'inspection avait demandé lors de la dernière inspection que l'exploitant dispose d'une consigne explicative facilitant son établissement et d'un modèle préétabli. Cette consigne n'a pas été établie. Néanmoins, au regard du futur déclassement du site au régime de l'enregistrement, les dispositions relatives à l'établissement d'un état des stocks synthétique à destination du public ne seront plus applicables.

L'exploitant a présenté l'état des stocks de la veille à 21h15. Il permet de voir par rubrique les quantités de produits présentes et le delta avant d'atteindre la quantité maximale autorisée par l'arrêté.

L'inspectrice a consulté l'état des stocks de la rubrique 4320 : il liste les produits présents et fait état de 11,294 tonnes de produits stockés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

→ Dans le courrier au Préfet relatif à la situation administrative du site (cf constat n°1), l'exploitant doit indiquer que l'hypochlorite de sodium est classé dans la rubrique 4441 et non 4741 comme mentionné dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juin 2022. Au regard des quantités présentes, ce produit reste inférieur au seuil de la déclaration, comme actuellement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**N° 5 : Déclaration d'accident**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/08/2004, article 2.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Déclenchement intempestif des moyens de lutte contre l'incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Constat établi lors de l'inspection du 10 juillet 2023 : Par courriel du 30 mai 2023, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de la survenue d'un déclenchement intempestif de la protection incendie du parc solvants survenu le samedi 27 mai à 19h30. L'émulseur a été consommé en intégralité, soit 2.4 m<sup>3</sup>. Des mesures compensatoires ont été mises en place dans l'attente du réapprovisionnement en émulseur qui a été réalisé le 5 juin 2023. Le poste de dépotage camions est équipé d'un caniveau situé au centre dans lequel se situe un détecteur linéaire de chaleur. Le 27 mai, celui-ci a détecté une température anormale (normalement supérieure à 80°C) et a déclenché la mise en route des moyens de lutte contre l'incendie en émulseur. Le gardien a été alerté et s'est déplacé dans la demi-heure pour réaliser la levée de doute. À son arrivée, la réserve d'émulseur est épuisée et les moyens de projection sont en eau. Le responsable d'exploitation est alerté et lui demande de stopper les moyens de lutte contre l'incendie.

Des investigations par la société Desautel se poursuivent : inspection du câble de la détection de chaleur, prise de mesures à différents points du câble... Le système de détection/centrale incendie a été renouvelé il y a moins d'un an. L'exploitant a déclaré que la réalimentation de la réserve d'eau a fonctionné.

En cas de feu réel sur les installations de stockage de liquides inflammables, à l'épuisement de l'émulseur, de l'eau continue d'être envoyée dans les moyens de projection, ce qui détruit le tapis de mousse qui vient d'être créé.

→ L'exploitant met en place les dispositions nécessaires afin de ne pas pulvériser de l'eau lorsque la réserve d'émulseur est épuisée et ainsi détruire le tapis de mousse créé.

L'exploitant a déclaré avoir désactivé la mise en route des moyens de lutte contre l'incendie en cas de détection de chaleur au poste de dépotage lorsqu'aucun camion n'est en déchargement (vu le défaut sur la centrale incendie). L'exploitant affirme qu'il réactive le système lorsqu'un camion doit être dépoté mais il ne dispose qu'aucun document permettant d'attester de la transmission des consignes aux opérateurs.

→ L'exploitant rédige une consigne indiquant que la détection linéaire de chaleur doit être réactivée et permettre le fonctionnement en automatique des moyens de lutte contre l'incendie en cas de survenue d'un incendie lors d'un dépotage de camion. Cette disposition doit être transitoire dans l'attente de la mise en place d'un second câble de détection de chaleur dans le caniveau du poste de dépotage.

→ Il faut noter qu'un déclenchement intempestif des moyens de lutte contre l'incendie était déjà survenu le 24/01/2017. La récurrence de ces dysfonctionnements doit alerter l'exploitant qui doit mettre en place les actions nécessaires afin de diminuer la fréquence d'occurrence de ces évènements. L'ensemble des eaux d'extinction incendie a été confiné dans le bassin du site.

Des analyses internes de la DCO et de la DBO5 ont révélé des concentrations supérieures à celles indiquées dans l'arrêté préfectoral. L'exploitant a alors fait analyser un échantillon par un laboratoire externe et a rajouté l'analyse des poly et perfluorés.

→ À réception du rapport, l'exploitant transmet les résultats d'analyse des eaux d'extinction incendie par le laboratoire externe.

L'exploitant envisage un traitement de ces eaux en tant que déchets dangereux.

→ L'exploitant tient informé l'inspection des installations classées de la gestion des eaux d'extinction incendie contenues dans le bassin de rétention.

→ L'exploitant doit transmettre le rapport d'accident en application de l'article 2.4 de son arrêté préfectoral.

#### **Constats :**

Lors de la précédente inspection, il avait été demandé que l'exploitant mette en place les dispositions nécessaires afin de ne pas pulvériser de l'eau lorsque la réserve d'émulseur est épuisée et ainsi détruire le tapis de mousse créé.

L'exploitant n'a pu apporter aucune réponse à cette demande. Elle est donc maintenue.

Suite au déclenchement intempestif de la protection incendie du parc solvant survenu le 27 mai 2023, l'exploitant a déclaré avoir mis en place un détecteur de flamme sur la zone de dépotage. Ainsi, les moyens de lutte contre l'incendie ne se mettent en fonctionnement que lorsque la détection chaleur et la détection de flamme sont positives. Ceci permet, selon l'exploitant de diminuer la fréquence d'occurrence de ces évènements intempestifs.

L'exploitant a présenté le rapport d'analyse des eaux d'extinction incendie réalisé par Ianesco (rapport daté du 16 juin 2023).

Les eaux d'extinction incendie ont été pompées dans le bassin et envoyées en destruction.

L'exploitant a présenté les deux bordereaux de suivi des déchets (BSD) de 28 tonnes unitaire. Ils sont datés du 21 mars 2024. Les BSD indiquent que les déchets sont non dangereux et ne contiennent pas de polluants organiques persistants. Les déchets ont été éliminés sur le site d'Artezia (44).

Par courriel du 12 juillet 2023, l'exploitant a transmis la fiche de notification d'accident.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>→ L'exploitant met en place les dispositions nécessaires afin de ne pas pulvériser de l'eau lorsque la réserve d'émulseur est épuisée et ainsi détruire le tapis de mousse créé.</p> <p>→ L'exploitant transmet le rapport daté du 16 juin 2023 d'analyse des eaux d'extinction incendie réalisé par Ianesco.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

**N° 6 : Situation et conformité aux seuils réglementaires - liquides inflammables**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Régime administratif - conformité seuil rubrique 4734 et 4331</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/07/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Constat établi lors de l'inspection du 10 juillet 2023 : En séance, l'inspecteur et l'exploitant se sont aperçus de la présence d'une erreur dans la quantité de produit mentionnée dans la rubrique 4734 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juin 2022. En effet, le tonnage ne correspond pas au volume des réservoirs de white spirit et d'essence de térébenthine :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 réservoirs de 30 m<sup>3</sup> unitaire white spirit soit 48 tonnes (quantité maximale non présente le jour de l'inspection).</li> <li>- 1 réservoir de 20 m<sup>3</sup> d'essence de térébenthine : ce produit est désormais stocké en fûts. La quantité présente est de 1,5 tonnes.</li> </ul> <p>L'essence F n'apparaît pas dans la rubrique 4734 de l'arrêté préfectoral. Elle est stockée en vrac dans un réservoir de 2 m<sup>3</sup> soit 1,6 tonnes.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente relevant de la rubrique 4734 est de 51,1 tonnes.</p> <p>→ L'exploitant a indiqué souhaiter que la rubrique 4734 reste non classée ICPE. Par conséquent l'exploitant met en place les mesures nécessaires afin de ne jamais franchir le seuil des 50 tonnes pour les produits relevant de la rubrique 4734.</p> <p>L'exploitant est autorisé par arrêté préfectoral à disposer de 224 tonnes de liquides inflammables en rubrique 4331. Au maximum 49,9 tonnes de liquides inflammable de la rubrique 4734 pourront être présents sur le site. Soit, un total de 273,9 tonnes. Les réservoirs aériens représentent un volume de 147 m<sup>3</sup> soit 124 tonnes. La quantité susceptible d'être présente de liquides inflammables en récipients mobiles est donc de 149 tonnes.</p> <p>→ L'exploitant doit avancer dans sa réflexion afin de statuer sur le régime de classement souhaité pour les liquides inflammables (enregistrement ou déclaration). Ceci permettra de déterminer les prescriptions applicables.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le white spirit ayant une mention de dangers H226, il relève de la rubrique 4331 et non 4734.  L'essence de térébenthine relève de la rubrique 4511 au regard de sa fiche de données sécurité.  L'essence F relève bien de la rubrique 4734.  Ainsi, un seul produit présent sur le site relève de la rubrique 4734 : l'essence F. Le jour de l'inspection, l'état des stocks mentionne la présence de 265 kg d'essence F soit inférieure au seuil de la déclaration.  Les installations ne sont pas classées au titre de la rubrique 4734.  L'arrêté préfectoral devra être mis à jour au niveau des quantités et de la typologie des produits relevant de la rubrique 4734 (cf constat n°1).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Désenfumage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/08/2004, article 10.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Commandes des trappes de désenfumage</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/07/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Constat établi lors de l'inspection du 10 juillet 2023 : Lors de la visite, l'inspecteur a souhaité contrôler la présence des commandes des trappes de désenfumage dans le bâtiment de stockage de produits finis.  Ce bâtiment dispose de deux boîtiers de commande positionnés à proximité immédiate d'une issue donnant sur l'extérieur.  Il n'est pas possible de savoir quelles commandes ouvrent quelles trappes de désenfumage. Aucun plan de localisation n'est affiché à proximité des commandes.  → L'exploitant identifie sur chaque boîtier de commande, les trappes de désenfumage commandées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué avoir identifié, dans le local de produits finis, sur chaque boîtier de commande, les trappes de désenfumage commandées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>



**N° 8 : 1) Champ d'application démarche PMII**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Champ d'application
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités : 1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ; 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a choisi d'appliquer les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010. L'inspection des installations classées a contrôlé la mise en œuvre des dispositions du plan de modernisation sur le site exploité par la société Initiatives Décoration lors des inspections des 25 mars 2019, 24 mars 2022 et 29 septembre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : 2) Recensement des réservoirs soumis au PM2I**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réservoirs - recensement 03/10
<b>Prescription contrôlée :</b> 29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection
<b>Constats :</b>  La liste des réservoirs soumis au plan de modernisation n'a pas évolué : - 2 réservoirs de white spirit de 30 m <sup>3</sup> -TH1 et TH2=> Ceq = 30 m <sup>3</sup> (Cat B) - 1 réservoir d'essence de térébenthine de 20 m <sup>3</sup> => Ceq = 20 m <sup>3</sup> (Cat B) - 1 réservoir d'acétone dopé de 15 m <sup>3</sup> - TC5=> Ceq = 15 m <sup>3</sup> (cat B) - 1 réservoir d'acétone usé de 10 m <sup>3</sup> - TC6=> Ceq = 10 m <sup>3</sup> (cat B)  D'autres réservoirs stockent des liquides inflammables mais leur capacité équivalente est inférieure à 10 m <sup>3</sup> (TC2, TC4, TC8, TH4,TA3, TA5 et TA6).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : 3) Examen d'un dossier de réservoir**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réservoirs – dossier 03/10
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles : <ul style="list-style-type: none"><li>- date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ;</li><li>- volume du réservoir ;</li><li>- matériaux de construction, y compris des fondations ;</li><li>- existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;</li><li>- date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;</li><li>- liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ;</li><li>- dates, types d'inspection et résultats ;</li><li>- réparations éventuelles et codes utilisés.</li></ul> Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  La société Scopéo a réalisé en 2019 un état des lieux des réservoirs soumis au plan de modernisation. L'inspectrice a consulté le rapport du bac TH2 daté du 2 décembre 2019. Il mentionne les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- diamètre : 3,2 m,</li><li>- hauteur : 3,8 m</li><li>- date de construction : 2004</li><li>- pente du fond : 4 %</li><li>- acier inoxydable 1,4404</li><li>- code de construction : inconnu</li><li>- absence de revêtement interne.</li></ul> Ces informations n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : 4) Plan d'inspection des réservoirs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réservoirs – programme inspection 03/10
<b>Prescription contrôlée :</b>  29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement. Ce plan comprend : <ul style="list-style-type: none"><li>- des visites de routine ;</li><li>- des inspections externes détaillées ;</li></ul>

- des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un plan d'inspection pour les 5 réservoirs suivis. Il prévoit une visite de routine annuelle et une visite externe détaillée tous les 5 ans. Au regard de leur capacité, les réservoirs ne sont pas soumis aux visites hors exploitation détaillée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : 5) Modalités de suivi des réservoirs soumis au PMII**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29

**Thème(s) :** Risques accidentels, Réservoirs – rapport inspection 03/10

**Prescription contrôlée :**

29-2. Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. (...) L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.

29-3. Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.

29-4. (...) Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.

29-5. Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.

**Constats :**

L'exploitant a déclaré avoir réalisé l'ensemble des visites de routine en 2025. L'inspectrice a consulté le compte-rendu de la dernière visite de routine du bac TH2. Elle a été réalisée le 12 mai 2025 et n'a relevé aucune anomalie.

Une visite externe détaillée a été effectuée en 2019. La suivante aurait dû être réalisée en 2024. L'exploitant ne l'a pas fait pensant que les réservoirs soumis au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 4331 n'étaient pas soumis au plan de modernisation.

Au regard du déclassement du site au régime de l'enregistrement et du déclassement de la

rubrique 4331 (liquides inflammables) au régime de la déclaration, les réservoirs ne seront plus soumis au plan de modernisation. Sur cette base, l'inspection ne relève pas de non-conformité et ne demande pas d'action particulière à l'exploitant comme la réalisation d'une visite externe détaillée des réservoirs. En tout état de cause, l'exploitant peut maintenir ces visites de façon volontaire afin de suivre l'état de vieillissement des réservoirs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : 6) Recensement des ouvrages soumis au PMII**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li> <li>- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li> <li>- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et</li> <li>- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a recensé les ouvrages soumis au titre du plan de modernisation. Il s'agit des trois cuvettes de rétention contenant les réservoirs du parc à solvants.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : 7) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.</p> <p>À l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant applique le guide DT 92.</p> <p>L'inspectrice a consulté le rapport de la société Scopéo du 1<sup>er</sup> août 2022 définissant les classes d'ouvrages.</p> <p>Chaque cuvette de rétention a une classe d'ouvrage 2. L'exploitant a indiqué que les désordres étaient mineurs et qu'ils étaient suivis à chaque visite de routine.</p> <p>L'exploitant réalise chaque année une visite de routine. L'inspectrice a consulté le compte-rendu de la visite du 12 mai 2025. Il ne fait apparaître aucune anomalie. Le contenu ne correspond pas tout à fait au contenu de la fiche de surveillance du guide DT92 qui est plus complète. Au regard du déclassement du site au régime de l'enregistrement et du déclassement de la rubrique 4331 (liquides inflammables) au régime de la déclaration, les cuvettes de rétention ne seront plus soumises au plan de modernisation. Sur cette base, l'inspection ne demande pas d'action particulière à l'exploitant telle que l'utilisation de la fiche de surveillance dont le modèle est dans le guide DT 92.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : 1) Champ d'application démarche PMII**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Champ d'application</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'établissement est soumis à autorisation au titre de la rubrique 1450 relative aux solides inflammables. L'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 est donc applicable.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 16 : 2) Recensement des réservoirs soumis au PMII**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réservoirs - recensement 04/10</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</li> <li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou</li> <li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de</li> </ul>

dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et
- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

#### Constats :

Le site dispose uniquement de 5 réservoirs aériens verticaux d'une capacité supérieure à 10 m<sup>3</sup>. Il s'agit des réservoirs suivants :

Réservoir	Capacité	Produit stocké	Mentions de danger
TH1	30 m3	White spirit	H226 / H304 /H336
TH2	30 m3	White spirit	H226 / H304 /H336
TH3	20 m3	Vide	
TC5	15 m3	Acétone	H225 / H319 / H336
TC6	10 m3	Acétone	H225 / H319 / H336

Les produits stockés ne disposent pas des mentions de dangers H400 et H410 permettant de soumettre ces réservoirs au titre de l'article 4-1 de l'arrêté du 4 octobre 2010 et donc au plan de modernisation des installations industrielles.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 17 : 5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Tuyauteries - recensement 04/10

#### Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou
4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et

<p>ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</p> <p>5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,</p> <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et</li> <li>- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et</li> <li>- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déclaré que le site n'était pas équipé de tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN80.</p> <p>L'exploitant n'a pas identifié de tuyauterie et de capacités soumises au plan de modernisation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 18 : 7) Recensement des ouvrages soumis au PMII**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li> <li>- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li> <li>- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et</li> <li>- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)</li> </ul>

<b>Constats :</b>  Au titre de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant a uniquement identifié les cuvettes de rétention des réservoirs soumis au plan de modernisation en application de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Contrôle de la liste des appareils à pression**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.  L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que trois équipements sous pression étaient présents sur le site. Il s'agit de trois récipients d'air comprimé. Les deux premiers ont un volume unitaire de 80 litres. Le troisième a un volume de 2000 litres. L'exploitant ne dispose pas d'une liste des équipements sous pression. L'inspectrice a fourni à l'exploitant les données devant être contenue dans la liste. Par courriel du 26 février 2026, l'exploitant a transmis la liste des équipements sous pression du site. Cette liste ne comporte pas le régime de surveillance et la catégorie des équipements.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant complète sa liste des équipements sous pression en indiquant pour chacun le régime de surveillance.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



**N° 20 : Caractéristiques des équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle sur site de la situation des Équipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Le réservoir d'air X2956 a les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- fabricant : XPAUCHARD</li><li>- une capacité de 2000 litres</li><li>- année de construction : 2005,</li><li>- PS : 10,7 bar,</li><li>- PE : 12,84 bar</li><li>- PT : 15,3 bar</li><li>. équipé d'une soupape</li></ul> Les deux récipients d'air sont identiques. Ils sont numérotés 3450 et 3451 : <ul style="list-style-type: none"><li>- Fabricant : Kompakt</li><li>- année de construction : 2015,</li><li>- volume : 80 litres</li><li>- PS : 16 bars</li><li>- PT : 24 bars.</li></ul> Les caractéristiques des équipements notés dans la liste des appareils à pression correspondent aux informations notées sur les plaques d'identification des trois équipements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 21 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – IP
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - L'inspection périodique est réalisée : <ul style="list-style-type: none"><li>- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;</li><li>- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.</li></ul> II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations,

l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté un registre de sécurité dans lequel il est indiqué que les trois équipements ont fait l'objet d'une inspection périodique en 2022 et que le réservoir X2956 a fait l'objet d'une inspection périodique en 2025. Le jour de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas des rapports d'inspection.

Par courriel du 26 février 2026, l'exploitant a transmis :

- les rapports d'inspection périodique des réservoirs 3450 et 3451 datés du 28 juin 2022,
- le rapport d'inspection périodique du réservoir X2956 daté du 28 juin 2022,
- le rapport d'inspection périodique du réservoir X2956 daté du 21 novembre 2025.

Les rapports d'inspection du 28 juin 2022 ont été réalisés par la société SGS. Ils mentionnent :

- l'identité de l'inspecteur et son organisme de rattachement,
- les informations relatives à l'équipement,
- les informations propres à l'inspection : visite intérieure pour les parties visibles, visite extérieure, l'examen de la soupape.

Les rapports concluent au maintien en service des équipements.

Le rapport d'inspection du 21 novembre 2025 pour le récipient d'air X2956 de 2000 litres a été réalisé par la société SGS. Il mentionne :

- l'identité de l'inspecteur et son organisme de rattachement,
- les informations relatives à l'équipement,
- les informations propres à l'inspection : visite intérieure pour les parties visibles, visite extérieure, l'examen de la soupape.

Le rapport conclut au maintien en service des équipements.

L'inspectrice note que ce rapport fait état d'une soupape qui est d'origine alors que le rapport de 2022 faisait état d'une soupape qui n'est pas d'origine.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 22 : Vérification des échéances de l'inspection périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – IP
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide. Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.
<b>Constats :</b>  Pour les deux récipients d'air n°3450 et 3451 mis en service en 2025, l'exploitant n'a fourni que le dernier rapport d'inspection périodique daté du 28 juin 2022. N'ayant pas connaissance de la dernière inspection périodique ni de la réalisation d'un contrôle de mise en service, il n'est pas possible de statuer sur le respect des fréquences des inspections périodiques.  En ce qui concerne le récipient d'air X2956, l'exploitant a fourni les deux derniers rapports d'inspection périodique datées des 28 juin 2022 et 21 novembre 2025 permettant de s'assurer du respect du délai de 4 ans entre deux inspections.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant indique si les équipements n°3450 et 3451 ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service et transmet le premier rapport d'inspection périodique réalisé entre 2015 et 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 23 : Analyse du compte rendu de requalification périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire -RP
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;</li><li>-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport du 14 décembre 2018 de la société Bureau Veritas relatif à la requalification périodique de l'équipement X2956.</p> <p>Il mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'identité de l'inspecteur et son organisme de rattachement,</li><li>- les informations relatives à l'équipement,</li><li>- les informations propres à l'inspection : visite intérieure, visite extérieure,</li><li>- la vérification et le réglage de la soupape (état neuf),</li><li>- la réalisation de l'épreuve hydraulique à 12,84 bar,</li></ul> <p>La requalification périodique est prononcée.</p> <p>Les deux autres réservoirs d'air ont été construits en 2015. La plaque des équipements indique une « date of inspection » du 25 juin 2015. L'exploitant ne dispose pas des rapports de requalification périodique (cf point de contrôle suivant).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 24 : Vérification des échéances de La requalification périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire -RP
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</li><li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li><li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li><li>- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</li><li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li><li>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</li></ul> <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les deux réservoirs d'air n°3450 et 3451 ont été construits en 2015. La plaque des équipements indique une « date of inspection » du 25 juin 2015. L'exploitant n'a pas fait réaliser la première requalification périodique dans le délai imparti de 10 ans.</p> <p>Par courriel du 26 février 2026, l'exploitant a transmis le devis signé du 24 février 2026 pour la réalisation de la requalification périodique des réservoirs. La liste des équipements sous pression mentionne la date du 26 mars 2026 pour la réalisation de ce contrôle.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet, dès réception, les deux rapports de requalification périodique des équipements n°3450 et 3451. Sans réception de ces documents, l'inspection des installations classées proposera un arrêté de mise en demeure à M. le Préfet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 25 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
<b>Constats :</b>  Sur site, l'inspectrice a pu vérifier les informations inscrites sur la plaque de l'équipement X2956 : <ul style="list-style-type: none"><li>- Fabricant : X. Pauchard,</li><li>- volume : 2000 litres,</li><li>-année : 2005,</li><li>- n° X2956</li><li>- Fluide : Air /2</li><li>- PS : 10,7 bar</li><li>- TS : -10/55</li><li>-code : CODAP 2000 (C/IV) (12/02)</li><li>- PT : 15,3 bar - 18/05/05</li><li>- date d'épreuve : 14/12/2018 et la tête de cheval.</li></ul> Sur une seconde plaque, il a été noté la présence du logo CE 0062-2005. L'inspectrice a constaté la présence de la soupape et l'absence de vanne entre l'équipement et la soupape. L'équipement présente un bon état général.  L'inspectrice a pu vérifier les informations inscrites sur la plaque des équipements n°3450 et 3451 : <ul style="list-style-type: none"><li>- volume : 80 litres,</li><li>-année : 2015,</li><li>- n° 3450 et 3451 (selon l'équipement)</li><li>- type : AT-45</li><li>- PS : 16 bar</li><li>- TS : -10/60</li><li>- PT : 24 bar</li><li>- date d'inspection : 25.05.15</li><li>- le logo CE sur une autre plaque.</li></ul> Les équipements présentent un bon état général. La présence de la soupape n'a pas été vérifiée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 26 : Contrôle de l'état de l'équipement**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/11/2017, article R. 557-14-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, les trois équipements présentent un bon état extérieur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 27 : Contrôle des accessoires de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
<b>Constats :</b>  L'attestation de requalification de l'équipement X2956 mentionne que la soupape est tarée à 10 bars pour une PS de l'équipement à 10,7 bars. Les comptes-rendus des inspections périodiques des équipements n°3450 et 3451 datés du 28 juin 2022 mentionnent que les soupapes sont tarées à 7 bars pour une PS des équipements à 16 bars. Ceci n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 28 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ".  Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.
<b>Constats :</b>  Comme indiqué précédemment, l'inspectrice a constaté la présence sur la plaque de l'équipement X2956, l'inscription de la date d'épreuve (14/12/2018) et de la tête de cheval.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite